

## **Affaire Lévothyrox® : de la nécessité de mieux communiquer !**

Abderrahim DERRAJI - 2018-09-10 07:17:55 - Vu sur [pharmacie.ma](http://pharmacie.ma)

Le rapport intitulé «Rapport sur l'amélioration de l'information des usagers et des professionnels de santé sur le médicament», qui a été commandé suite à l'affaire du Lévothyrox, a finalement été remis, lundi dernier, à la ministre de la Santé, Agnès Buzyn. Ce rapport de 96 pages est le fruit d'une mission présidée par le Dr Gérard Kierzek et Magali Leo et composée, en outre, d'Henri Bergeron, Lucas Beurton-Couraud, Dr Béatrice Clairaz-Mahiou et Corinne Devos avec l'appui de Sara-Lou Gerber et Dorothee Pradines. Cette mission, qui a été mise en place le 1er décembre 2017, a pour objet : «l'amélioration de l'information des usagers et des professionnels de santé sur le médicament». Elle a été installée à la suite des difficultés rencontrées à l'occasion du changement de formule du Lévothyrox®. Ces difficultés ont mis en avant certaines défaillances dans l'information des patients et des professionnels de santé sur les médicaments. Et comme le précisent les auteurs de ce rapport, «Cette mission n'a, en aucune manière, pour objet de conduire une expertise ou une enquête sur le Lévothyrox®, ces dernières étant menées, par ailleurs.» Ce rapport pointe du doigt de nombreux dysfonctionnements : «l'absence d'anticipation» des pouvoirs publics, notamment l'ANSM, le défaut d'accompagnement des patients, «l'absence de réaction aux nombreux signaux facilement repérables sur la Toile», le moment «mal choisi» pour communiquer, un message brouillé... Et surtout la minimisation du ressenti des malades et de la légitimité de leurs signalements, etc. La mission a formulé les recommandations suivantes :

- La création d'une plateforme «Médicament Info Service» dont la finalité est d'assouplir le système traditionnel. Cette plateforme sera composée d'un site Internet grand public et d'une ligne téléphonique pour les professionnels de santé. Elle permettrait de centraliser des contenus «labellisés» et «authentifiés». L'accessibilité de l'information doit être améliorée grâce à un langage moins technique. - Plus de transparence, notamment sur les risques que présentent tous les médicaments. L'implication systématique des associations des usagers de médicaments peut également envisagée. - Davantage d'informations sur le bon usage des médicaments en général. Le rapport incite à «introduire le sujet dans les programmes scolaires», dès l'école primaire puis au collège. - Un meilleur financement public des associations de patients pour éviter qu'elles ne soient dépendantes du soutien des industriels. - La diffusion «des messages urgents sur les vitrines numériques des pharmacies» et l'envoi de SMS aux patients lors d'un changement important. - L'existence d'un «Monsieur/Madame médicament» identifiable, tout comme une structure d'anticipation : la bien nommée «Vigimédicament». In fine, on ne peut que tirer les leçons de ce vrai cas d'école. Cette affaire met en avant l'importance de maîtriser la communication et de ne pas sous-estimer le pouvoir des réseaux sociaux. Ces derniers peuvent à la fois servir à défendre de nobles causes, mais bien souvent, ils servent surtout de caisse de résonance à des causes qui n'en sont pas !